

<http://lepcf.fr/Les-conditions-de-l-unite-des-communistes>



Les conditions de l'unité des communistes

- S'organiser -



Date de mise en ligne : dimanche 13 mai 2018

Copyright © Faire Vivre le PCF ! - Tous droits réservés

Alors que le projet de base commune devrait être proposé début juin au Conseil National par la commission chargée de son élaboration, les conditions permettant à ce texte d'ouvrir vraiment le débat nécessaire tout en étant un outil pour construire une unité nouvelle des communistes ne sont pas mises en discussion dans le parti

La situation appelle plus que jamais cet effort nécessaire à l'existence, la visibilité et le renforcement du PCF. La colère et la volonté de mettre en échec l'accélération de la destruction programmée de nos conquies sociaux et démocratiques par ce gouvernement grandit. La bataille engagée par les cheminots en est un aspect majeur. L'escalade guerrière dangereuse dans laquelle le président nous entraîne avec les frappes contre la Syrie ne passe pas dans l'opinion. La menace pesante d'un conflit généralisé appelle notre engagement dans le combat pour la paix qui est dans l'ADN du PCF depuis sa création.

Des Camarades rendent les textes alternatifs responsables de la division des communistes. Mais cette explication ne résiste pas à un examen sérieux de la situation. Il faut reconnaître que les directions sortantes n'ont jamais proposé un texte prenant vraiment en compte les préoccupations de la plus large majorité des adhérents. Si depuis 20 ans, autant de camarades écrivent, signent et votent pour des textes alternatifs, alors même que les conditions de dépôts de ces textes se sont durcies, c'est bien parce qu'il y a réellement des désaccords importants entre communistes quant à la stratégie, désaccords qui se sont renforcés au fil de notre perte d'influence jamais enrayée depuis 20 ans. Ces opinions différentes s'expriment d'ailleurs tout aussi vigoureusement dans les grandes consultations, comme celles organisée en 2007 quant à l'avenir du PCF, ou bien concernant le choix du candidat à la présidentielle qui a profondément divisé le parti en 2011 et en 2016.

En même temps, dans leur immense majorité les communistes considèrent que l'existence de leur parti, le PCF, est essentielle et sont capables dans leur diversité de se rassembler pour la préserver.

S'il s'agit avec un texte unique d'esquiver les débats nécessaires pour se mettre d'accord sur le plus petit dénominateur commun, ou s'il s'agit de continuer ce que les derniers congrès ont engagé ou pire d'aller plus loin dans la métamorphose, c'est inutile et inefficace.

Mais s'il s'agit de dépasser la simple expression des différences pour aller vers une construction collective et ouverte prenant en compte les débats et les réflexions en cours, de dépasser le concept de majorité et de minorité, s'il s'agit de créer les conditions de la reconstruction d'un grand parti communiste à la hauteur de l'affrontement face au capitalisme mondialisé dans un monde multipolaire, cela mérite d'être tenté. Il faut alors sortir des postures qui visent à renvoyer sur l'autre la responsabilité des clivages et divisions et examiner avec le plus grand sérieux les conditions d'une telle entreprise.

C'est pourquoi, nous qui avons à plusieurs reprises dans les précédents congrès rédigé et déposé des textes alternatifs, nous voulons détailler en toute clarté les conditions qui nous semblent nécessaires pour une base de discussion commune à tous au prochain congrès qui pourrait alors devenir vraiment extraordinaire.

contribution collective signée par :

Caroline Andréani (93), Paul Barbazange (34), Michèle Bardot (67), Luc Bazin (26), Pascal Brula (69), Robert Brun (26), Floriane Benoît (38), Danielle Bleitrach (13), Marie-Christine Burricand (69), Peggy Cantate Fuyet (92), Aimé Couquet (34), Michel Dechamps (04), Marianne Dunlop (62), Jeanette Duriaux (71), Rémy Ferront (73), Hervé Fuyet (92), Gilles Gourlot (75), Christian Harquel (34), Hervé Hubert (75), Michaële Lafontant (92), Amandine Lampin (31), Armand Lecoq (31), Jean-Claude Linares (34), Anne Manauthon (06), Jean-Pierre Meyer (83), Pierre-Alain Millet (69), Leila Moussavan-Huppe (67), Willy Pepelnjak (38), Hervé Poly (62), Gilbert Remond (69), Eric Ruiz (27), Laurent Santoire (93), Danielle Trannoy (33), Bernard Trannoy (33), Serge Truscello (69), Pierre Viallet (34)

Un congrès pour comprendre et ouvrir une nouvelle période historique du parti communiste.

Ce Congrès extraordinaire a été convoqué à la demande des communistes à l'issue des élections présidentielles et législatives qui signaient un nouvel affaiblissement de notre influence et de notre visibilité nationale. Avec l'élection de Macron, le capital créait les conditions d'un nouveau recul social et démocratique au service de sa domination.

Le congrès doit donc permettre aux communistes d'analyser les raisons de la situation du parti, l'état de la société française et du monde et de prendre les premières décisions permettant la reconquête de notre influence et le renforcement de notre organisation.

Des questions doivent absolument être mises en débat et des décisions nouvelles prises pour mobiliser et unir les communistes autour de l'affirmation de l'utilité d'un grand parti communiste à reconstruire. Nous soulignons les trois points qui nous paraissent essentiels.

Le bilan stratégique

L'exigence d'un bilan approfondi est largement partagé par les communistes.

Pour éviter de se limiter aux questions électorales, nous proposons de partir du 30ème congrès de Martigues.

En effet, à la fin des années 90, les communistes ont été confrontés à la défaite des pays socialistes, résumée dans l'expression « la chute du mur de Berlin ». La criminalisation du communisme a alors atteint son apogée. Dans ces conditions difficiles, le PCF a cherché à élaborer des réponses qui le différencient de l'expérience du socialisme, réponses significatives d'une rupture avec l'histoire communiste du 20ème siècle. L'objectif annoncé était de construire un nouveau Parti communiste pour un nouvel âge du communisme. La notion de dépassement du capitalisme par un processus de conquêtes et de transformations déjà en oeuvre dans la société s'est substituée à la priorité donnée jusqu'alors à la conquête du pouvoir. Le communisme est devenu une visée et un mouvement qui commence ici et maintenant, ce qui a conduit à effacer le rôle de l'État et l'étape que nous nommions jusqu'alors socialisme, alors même que plusieurs pays continuaient à le faire vivre (Chine, Vietnam, Cuba...) ou en réinventaient l'actualité historique (Venezuela, Bolivie...). La primauté de l'adhérent devait remplacer le centralisme démocratique tandis que les cellules étaient effacées comme structures souveraines, les attentes, les motivations et la liberté d'engagement des communistes devaient être au centre de ce nouveau parti. Il fallait expérimenter.

Les premières thèses concernant un changement de nom du Parti ainsi que sa possible intégration dans une grande force de gauche sont apparues. Les débats ont été vifs, de nombreux camarades ont quitté le PCF ou se sont mis en retrait de son activité.

Dans le même temps, la diversité des opinions a été reconnue dans les nouveaux statuts du PCF ; Des possibilités d'expressions ont été données à cette diversité au travers des textes alternatifs et des grandes consultations, sans que les communistes se sentent pour autant mieux entendus par la direction nationale.

Ce congrès doit permettre aux communistes d'évaluer les choix stratégiques pris au 30ème congrès, les différentes expérimentations, les transformations du PCF, les choix électoraux, le travail de la direction, cela au regard de l'influence présente du PCF dans la société française et de l'état de notre organisation.

Il nous appartiendra alors de décider si nous sommes en difficulté parce que nous n'avons pas bien mis en oeuvre notre stratégie et les décisions essentielles qui en ont découlé ou si ce sont cette stratégie et ces décisions qui nous ont mis en difficulté et nous ont empêchés d'ouvrir une alternative révolutionnaire en France ces 20 dernières années. Dans ce cas, il faudrait changer clairement d'orientation politique.

Analyser la société française et le monde en marxiste

Le besoin d'analyser plus précisément la société française et l'état du monde s'exprime très largement dans le PCF. Cette exigence concerne particulièrement le monde du travail, les mouvements sociaux, la situation des femmes, les rapports de force internationaux, les mouvements migratoires, notre appréciation sur les pays dirigés par des communistes comme la Chine, le Vietnam, Cuba.

Concernant le monde du travail, nous avons de nombreuses analyses sur les transformations du capitalisme, ses formes étendues de mondialisation, la marchandisation de toutes les ressources naturelles et activités humaines, la mise en concurrence renforcée des travailleurs, la « fin des grandes usines » et la désindustrialisation en France, la « tertiarisation des métiers », la place du numérique... Mais ces analyses ne nous ont pas permis d'intervenir efficacement pour reconstruire le PCF chez les ouvriers et les employés. IL est urgent de penser pour agir.

Etre marxiste aujourd'hui, c'est avoir le courage de penser à contre courant, de dire que la conscience de classe doit être restituée à la classe ouvrière, c'est analyser et travailler au coeur des contradictions.

C'est en 1979 que notre parti a décidé de renoncer au marxisme léninisme pour « *une vue plus évolutive et plus active sur les problèmes du socialisme scientifique qui a conduit, tout en soulignant l'apport premier, essentiel de Marx et Engels, les développements considérables de Lénine, à renoncer à la formule marxisme-léninisme* ».

Que reste-il aujourd'hui de cette affirmation, sinon une grande difficulté à penser le monde, la société est ses contradictions et à résister aux apparences.

C'est pourquoi nous proposons que le prochain congrès décide de faire de la théorie marxiste la référence philosophique du PCF. Nous considérons par ailleurs que le débat doit s'engager sur l'apport toujours actuel du léninisme à la théorie et l'action révolutionnaires.

Des décisions immédiates pour permettre la visibilité et l'identification du PCF, rompre avec l'effacement

Le congrès ne peut se préparer en dehors de la situation politique, des luttes et de la bataille pour briser le

Les conditions de l'unité des communistes

consensus gauche-droite macroniste, ce qui suppose d'affirmer clairement que nous n'avons aucune nostalgie d'une gauche et des formes d'union de la gauche qui ont échoué

Il y a des batailles en phase avec les aspirations sur le logement, la santé et la sécurité sociale, les services publics, dont bien entendu le rail et la SNCF, les retraites avec la colère qui monte chez les retraités. La préparation du congrès doit être l'occasion de montrer notre capacité à expliquer la guerre que mène le capital contre nos droits et les services publics, de montrer la réalité de la vague de privatisations forcées au profit d'une oligarchie qui ne cherche que la rentabilité de certains secteurs des services publics, ce qui permet de montrer à quel point cette orientation a été engagée dès 1986, malheureusement par la gauche plurielle des années 2000 à laquelle nous avons participé.

Notre congrès doit aider à faire réapparaître les enjeux de classes et l'affrontement capital/travail derrière des réformes qui sont incapables de résoudre les problèmes que le pouvoir met en avant, dette, inefficacité, et donc notre place résolue comme force politique du monde du travail contre ceux qui ne vivent que du travail des autres.

Nous ne pouvons marquer des points sur ces questions décisives en nous effaçant derrière des compromis électoraux, qui plus est difficiles et démobilisateurs pour les militants. Si nous n'affirmons pas que notre parti a de l'avenir, qu'il peut exister par lui-même, être utile aux militants, au monde du travail, personne ne le fera pour nous et ceux qui auraient besoin de notre parti en concluront que ce n'est pas possible.

C'est pourquoi nous devons mettre en débat dans le texte de congrès le principe d'une liste ouverte présentée et conduite par le PCF aux élections européennes. Travaillons à une démarche partagée avec les autres partis communistes européens, notamment le PCP. Ancrons notre bataille dans les luttes contre les directives européennes du rail, de l'énergie, du numérique, de la santé... Dans tous les cas, ne recommençons pas les manoeuvres des présidentielles avec les uns et les autres, c'est le congrès qui doit décider de la composition de notre liste et du contenu de sa bataille.

De même, nous devons tout de suite mettre en débat dans le texte de congrès le principe d'une candidature communiste à la présidentielle, à partir du bilan de nos résultats de 2012 et 2017 et du choix stratégique de Jean-Luc Mélenchon de construire sa propre force politique. Le bilan électoral des stratégies dites de "rassemblement" est terrible et se traduit par un affaiblissement sans précédent de notre parti en élus et en forces organisées. Loin de rassembler, elles ont provoqué l'émiettement et ouvert la voie aux luttes de places et aux tactiques d'appareil. Le congrès doit ouvrir le débat en grand sur ce constat et réinterroger le lien entre nécessité de l'organisation du parti, et donc de la bataille pour le faire connaître, le renforcer, les élections étant des moments importants de la vie politique, même si ce ne sont pas les seuls.

Nous devons mettre en débat une candidature portée par le PCF en 2022 dès maintenant et prendre les décisions nécessaires pour le préparer.

Au plan international, le PCF doit renouer avec les partis communistes et mener une grande bataille pour la sortie de l'OTAN et la Paix. Le combat contre la guerre est dans les gènes du PCF depuis sa création.

Que les bouches s'ouvrent !

Au delà de ces trois points de débats essentiels, nous proposons que sur la base du bilan stratégique, le congrès extraordinaire lance une discussion sans tabou sur les questions qui font débat depuis plusieurs années. Nous citons ci-dessous les thèmes qui nous paraissent essentiels et sur lesquels nous donnons notre opinion comme un élément du débat qui doit s'ouvrir.

L'Union européenne et la Nation

Le choix d'inscrire la contestation des politiques européennes dans le cadre d'une « Europe sociale » à construire fait discuter depuis plusieurs congrès. De notre point de vue, c'est une divergence insuffisamment débattue et argumentée. La grande majorité du peuple ne fait avec raison aucune confiance aux institutions de l'Union Européenne. Quand il s'agit de la France nous affirmons la nécessité d'une autre république, nous mettons en cause les institutions telles qu'elles sont. Mais quand il s'agit de l'Europe, nous donnons l'impression d'être enfermés dans le cadre contraint des traités existants. Or, ces traités imposent une véritable dictature capitaliste et l'expérience grecque montre qu'il est impossible de sortir de l'austérité en respectant les directives européennes.

Il faut évidemment combattre l'illusion d'un repli nationaliste faussement protecteur, ou pire d'une affirmation nationale dans la guerre économique, et toujours dénoncer le rôle du capitalisme français dans la mondialisation. Mais il est devenu impossible de ne pas dire comment nous résisterons aux institutions européennes, sans attendre l'impossible « Europe sociale ». Toutes les révolutions se sont déroulées dans un cadre national et c'est à partir du cadre national que nous pouvons engager le dépassement des institutions européennes dans leur forme actuelle pour engager la construction de nouvelles solidarités et coopérations.

On ne peut aborder la question européenne et même la question d'une politique de relance volontariste dans plusieurs pays sans poser la question de la maîtrise de l'outil monétaire et du crédit. Ouvrons sans tabou le débat sur la monnaie unique avec l'objectif d'imaginer des alternatives possibles à l'euro dans notre congrès.

Ouvrons en grand les débats sur l'Europe, mais aussi la méditerranée, et plus globalement le monde... à partir d'une réelle ambition de réinventer les coopérations et échanges internationaux. Nous devons à la fois affirmer une conception du monde rejetant toute domination néocoloniale, tout impérialisme, et expliquer le rôle que nous proposons pour une France progressiste affirmant, en Europe et ailleurs, ses choix en ruptures avec la « concurrence libre et non faussée ».

Union européenne, euro... c'est au congrès de s'en emparer pour permettre aux communistes de décider !

Définition de la classe ouvrière

Il y a 40 ans, le PCF se présentait comme le parti d'une théorie, le marxisme, et d'une classe sociale, la classe ouvrière. Cela ne constituait pas un obstacle dans sa recherche de la confrontation d'idées la plus large et d'alliances dans toutes les couches de la société. Les transformations du travail, de l'organisation des entreprises, la « tertiarisation », l'« externalisation » dans un cadre général de désindustrialisation et de spécialisation de la France dans la mondialisation capitaliste a conduit à de nombreuses réflexions sur la place du travail, de la production, de la classe ouvrière.

Cela a conduit parfois à considérer qu'il n'y avait plus de classes sociales au sens politique, mélangées dans le mouvement des 99% qui ne sont pas profiteurs directs du capitalisme, et qui, selon certains, constituent un « peuple » qui serait l'acteur nécessaire des révolutions.

Pourtant, les contradictions sociales existent bien à l'intérieur de ces 99%, entre les zones urbaines et rurales, les précaires et les statutaires, la production et les services, les entreprises locales et celles mondialisées...

Les analyses électorales ont montré la permanence de comportements politiques marqués par la proximité avec la

classe ouvrière, que ce soit pour le NON de 2005 ou dans la comparaison entre le vote Mélenchon et le vote communiste historique.

Le parti communiste a besoin d'un enracinement sociologique clair. Face au capitalisme et à tous ses profiteurs et acteurs, il doit être reconnu et identifié par ceux qui sont au coeur des contradictions entre le capital et le travail. C'est urgent pour reconstruire notre organisation dans ce qu'est le « prolétariat » du XXIème siècle...

Classe ouvrière et rassemblement populaire

Depuis toujours, l'enracinement « ouvrier » du parti communiste est une bataille, et elle est d'autant plus urgente que nous avons profondément reculé depuis 30 ans. Cette bataille a toujours été conduite de pair avec la recherche d'alliances permettant la constitution d'un large rassemblement populaire, que nous espérons « majoritaire ».

Il y a toujours eu débat sur les rapports entre cette notion de « rassemblement populaire majoritaire », notion d'abord ancrée dans les réalités sociales, les luttes, le terrain, et « l'union de la gauche », notion d'abord politique, électorale, renvoyant aux accords entre organisations politiques.

Malheureusement, la question du lien entre rassemblement populaire et batailles électorales a été tranchée par le choix stratégique du Programme commun, qui s'est terminé par un échec douloureux pour les communistes. Ce choix d'un rassemblement dominé par des formes d'union politique électorale est resté la matrice du Front de Gauche, et reste le cadre stratégique de Jean-Luc Mélenchon.

Nous devons ouvrir en grand le chantier du rassemblement populaire dans les conditions actuelles, avec une approche renouvelée de l'unité populaire construite d'abord pour permettre de renverser le rapport de forces entre capital et travail dans les luttes de classe. Construisons une approche renouvelée du lien entre batailles sociales et batailles politiques, entre luttes et élections, sans jamais subordonner les luttes aux échéances électorales.

Conquête du pouvoir, rôle de l'État pour permettre les transformations sociales et démocratiques

A l'origine, les communistes considéraient que l'abolition du capitalisme, et donc la révolution, ne pouvait être que mondiale, puisque le capitalisme était lui-même mondialisé... La révolution russe a dû se confronter à « la révolution dans un seul pays », et le 20ème siècle nous a montré que toutes les révolutions se déroulent dans un cadre national et en sont profondément marquées (de Cuba à la Chine...). La conséquence est que l'état a joué partout un rôle central dans la construction du socialisme, toujours confronté à la domination du capitalisme mondialisé.

Cela conduit l'état socialiste à utiliser le capitalisme, en interne (NEP...) et dans l'échange avec le capitalisme dominant (Chine), ce qui correspond à la définition de Marx du socialisme comme une phase de transition entre le capitalisme et le communisme, marquée par des luttes de classes.

L'effondrement soviétique a interrogé ce modèle étatique du socialisme et conduit certains à chercher dans le mouvement social un « communisme déjà là » qu'il faudrait aider à grandir, dans un dépérissement anticipé de l'état, rejoignant les approches écologistes de « l'agir local ». Avec la mutation, le PCF s'est complètement engagé dans l'idée qu'on pouvait marquer des points en pesant pour une politique plus progressiste, même dans un rapport de

force défavorable, même dirigé par le parti socialiste dans un pays capitaliste mondialisé. Cela conduit à privilégier des accords électoraux quelque soit leur contenu réel de rupture politique. En quelque sorte, la « révolution », la « prise du pouvoir », n'étaient plus nécessaires à la rupture politique.

Avec la recomposition politique macroniste construite sur l'échec historique de la gauche, cette stratégie ne peut être poursuivie. D'autant que l'expérience montre que les luttes de classes sont dures même lorsque le pouvoir d'état est conquis, le capitalisme n'ayant pas disparu. Le coup de force de l'Union Européenne contre le peuple grec, tout comme la violence des milices fascistes contre le pouvoir Vénézuélien nous rappelle que le capitalisme ne recule jamais tout seul ! De même, le contenu de lutte de classe dans la relation entre l'état chinois et le capitalisme est un enjeu historique.

Le rôle de l'état dans le changement de société et donc les conditions de la conquête du pouvoir d'état sont une question essentielle de la reconstruction d'un parti communiste.

Notre programme pour transformer le réel. Nationalisation, appropriation collective des moyens de production

Nous proposons un programme de revendications économiques immédiates pour faire reculer la misère et la souffrance populaire et instaurer plus de justice, créer les conditions d'une transformation révolutionnaire de la société. Ce programme doit être un outil pour notre identification par la classe ouvrière et ceux qui ont intérêt au changement de société.

- Nationalisation/socialisation des secteurs bancaires, financiers et assurances, des secteurs de la production vitaux pour le pays et de la grande distribution.
- Renationalisation immédiate d'EDF-GDF, de la SNCF (avec réunification), de la Poste, de France Telecom et d'Air France.
- Plan de réindustrialisation avec la création de plusieurs poles publics industriels
- Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et poste, avec les embauches statutaires nécessaires.
- Remise en cause fondamentale de la dette publique.
- Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés avec le concours de la force publique, des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires.
- Réduction massive du temps de travail sans perte de salaires avec intégration dans le temps de travail d'un temps de formation pour tous
- Rétablissement d'une indexation des salaires sur l'inflation, blocage des prix des produits de première nécessité.
- Création d'un grand service public de la formation continue permettant de proposer à tous les salariés des démarches de qualification, au service de l'innovation et la qualité au travail.
- Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux.
- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein et départ dès 55 ans pour la pénibilité.
- Reconquête de la Sécurité Sociale financée par la plus-value générée par le travail la taxation du capital, gérée démocratiquement par des représentants élus des assurés sociaux.
- Blocage des prix des produits de première nécessité.
- Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficulté.
- Non-application des directives et traités européens, remise en question de la monnaie unique et des pouvoirs de la BCE
- Sortie de l'OTAN et de l'alliance atlantique, refus de toute intervention militaire de la France dans un pays souverain.

Une direction nationale en prise avec les réalités sociales pour reconstruire le Parti Communiste

L'exécutif national et notre secrétaire Pierre Laurent sont confrontées à une réelle crise de confiance. L'obstination à défendre la primaire de gauche contre l'avis des communistes à la présidentielle, le soutien de dernière minute à la candidature de Mélenchon lors de la conférence nationale de 2016, le refus d'aller au bilan stratégique et personnel, la répétition du scénario des présidentielles concernant la liste aux européennes... nous ne voulons pas revivre de telles situations qui ont contribué à affaiblir et discréditer le PCF. Il ne suffit pas de changer de direction pour changer de stratégie mais le bilan stratégique doit aussi conduire à l'examen critique du travail de la direction.

Nous pensons essentiels que la direction du PCF s'ancre dans la classe ouvrière d'aujourd'hui et soit porteuse des grandes batailles populaires et sociales.

Plusieurs études sociologiques sur le parti nous alertent. Très peu de nos dirigeants viennent de l'industrie.. Nous avons de moins en moins de dirigeants issus des entreprises, nos liens avec les classes populaires se sont affaiblis considérablement.

Dans la période actuelle, où des mouvements de lutte et de résistance se multiplient - entreprises, universités, quartiers populaires, etc. - nous avons besoin d'une campagne très ouverte d'adhésions dans les luttes et les entreprises, en leur donnant toute leur place dans l'organisation qui doit se structurer sur le terrain avec les cellules et les sections.